

## Chine :

### **Transformations sociales, luttes de classes et restauration du capitalisme**

Dégager une orientation politique au compte du prolétariat chinois implique de mesurer où en est arrivée la Chine depuis que le capitalisme y a été restauré. C'est ce qu'un premier article (CPS n° 54 du 31 mai 2014) consacré à la Chine s'est évertué à faire sur un plan économique. Nous y avons analysé les bouleversements subis par l'économie chinoise en l'espace d'une trentaine d'années : urbanisation à un rythme très soutenu accompagnée de vastes mouvements migratoires et d'une prolétarianisation d'une partie importante de la classe paysanne, essor colossal de l'industrie, insertion grandissante dans le marché mondial et dans la division internationale du travail, ou encore pénétration progressive du marché chinois par le capital étranger. Nous sommes également longuement revenus sur les contradictions que porte en lui ce développement économique extrêmement rapide et sur l'insoutenabilité de la croissance de l'économie chinoise à moyen-long terme. Cela procède de ce que la Chine ne peut aucunement s'affranchir des contradictions inhérentes au capitalisme et que, d'une certaine façon, les traits pourrissants de l'impérialisme - surproduction dans de nombreux secteurs industriels, corruption généralisée, secteur financier hypertrophié, volant d'entraînement de l'industrie d'armement - s'y développent à un rythme particulièrement rapide, à l'image de sa croissance effrénée.

La deuxième partie du présent article a pour objectif de déterminer les principales caractéristiques d'une menace encore plus grande, mais non sans rapport avec le ralentissement économique : l'intensification de la lutte de classe en Chine et la pression grandissante que cela va exercer sur la bureaucratie qu'il faudra caractériser. Cela implique d'abord d'étudier les conséquences de la restauration du capitalisme sur les structures de classes en Chine afin de dresser un tableau des forces sociales en présence, de leurs mutations récentes et des rapports que celles-ci entretiennent entre elles.

Enfin, un troisième article reviendra sur l'analyse des conséquences du ralentissement économique chinois sur la situation politique et la lutte des classes dans ce pays, et sur les rapports de la Chine avec les puissances impérialistes.

(NB : dans le corps du texte, nous utilisons des abréviations pour les références bibliographiques dont le détail est fourni en fin d'article. )

#### **Première partie :**

### **Conséquences des conditions politiques de la restauration du capitalisme en Chine sur la structure de classes**

Il n'est pas concevable qu'un essor économique aussi rapide que celui qui caractérise la Chine depuis 20 ans ne s'accompagne pas de transformations profondes *au sein* des classes sociales, *entre* les classes sociales elles-mêmes et surtout *entre* les classes sociales et la bureaucratie, cette couche sociale parasitaire à la tête de l'État chinois depuis 1949. L'objet de cette première partie est très précisément d'apprécier les transformations à l'œuvre dans les rapports sociaux découlant des bouleversements des rapports de production suscités par la restauration du capitalisme en Chine.

#### **Le PCC en 1949 : un appareil bureaucratique-militaire à la tête de masses paysannes**

Lorsque survient la révolution en 1949, la Chine est un pays profondément différent de celui que l'on connaît aujourd'hui. C'est un pays arriéré dans lequel coexistent des régions de l'intérieur, paysannes, encore largement sous l'emprise de rapports féodaux, et des régions côtières, urbanisées et commerçantes, dans lesquelles s'est développée une jeune bourgeoisie nationale. Sous tutelle continue des impérialismes britannique, japonais, et français dans une moindre mesure durant des décennies, cette jeune bourgeoisie compradore n'a eu ni le temps ni les forces de balayer définitivement le vieux féodalisme et d'édifier un régime bourgeois stable et durable. C'est dans ce contexte que les armées paysannes sous le contrôle et la direction du PCC de Mao parviennent à écraser définitivement les forces bourgeoises en décomposition du Kouo-min-tang et proclame la République populaire de Chine en 1949. Par comparaison avec les autres PC de l'époque, le PC chinois est d'une nature singulière, largement en raison de l'histoire particulière de la révolution chinoise. Il est donc utile de revenir sur certaines de ses caractéristiques historiques afin de mieux apprécier la nature de la bureaucratie actuelle.

L'écrasement de la révolution de 1927 par les forces de Tchang Kai-chek conduit les cadres du jeune PCC à se replier dans les campagnes, où ils s'appuient alors sur les forces paysannes en rupture avec le pouvoir central et les seigneurs locaux afin de constituer une armée révolutionnaire paysanne. Loin de se transformer en parti paysan, le PCC se réduit progressivement à un appareil militaire, politique et administratif, relativement coupé de la classe ouvrière et méfiant à

son endroit, renonçant à organiser le prolétariat urbain et se focalisant sur les luttes militaires contre les forces japonaises et les forces armées bourgeoises. Ne tirant donc ni sa force ni sa légitimité de son implantation et de la vitalité de son activité au sein de la classe ouvrière, le PCC n'est pas un PC comme les autres. La relation qu'entretient le PCC avec l'appareil stalinien participe de sa particularité. La poursuite de la stratégie de Front populaire voulue par Staline en Chine aurait constitué une capitulation totale devant un Kouou-min-tang affaibli et honni par les masses. S'y refusant afin d'assurer sa survie politique, l'appareil du PCC rompt contre sa volonté avec la bureaucratie stalinienne et engage dès 1947 la réforme agraire sur les territoires qu'il contrôle, balayant ainsi le vieux féodalisme et les forces bourgeoises. Ainsi, « *après cette double rupture - avec l'impérialisme [nous allons y revenir, NDLR] et avec la bureaucratie stalinienne - le PCC cesse d'être un parti stalinien* » (La Vérité n°551).

Pour autant, il ne cesse pas d'être bureaucratique, bien au contraire, et la constitution de la République Populaire de Chine n'est pas une répétition de 1917, loin s'en faut :

« *Ce n'est pas un État ouvrier victorieux qui naît de l'explosion victorieuse de la classe ouvrière érigeant partout ses conseils et prenant le pouvoir. C'est un transfert qui s'opère au travers d'opération militaires. Un appareil bureaucratique-militaire se réclamant du communisme et dirigeant une armée disciplinée de paysans pauvres met peu à peu en place un État ouvrier déformé qui se substitue, sur la base de sa force armée, à l'État bourgeois décomposé.* » (ibidem).

Effectivement, sous la double pression de l'impérialisme américain - qui vient de déclencher la guerre de Corée - et de la résistance accrue de bourgeoisie nationale, l'appareil du PCC est contraint de s'engager sur une voie de plus en plus socialiste (étatisation des moyens de production, approfondissement de la réforme agraire, monopole du commerce extérieur), alors que ses premières initiatives recherchaient plutôt une collaboration avec les forces bourgeoises, dans une stratégie de Front populaire le conduisant à durement réprimer les « *revendications excessives* » des travailleurs et de leur syndicats.

---

### Aux racines de la singularité de la bureaucratie chinoise

---

Cette appréciation générale de la situation en 1949 permet de mieux saisir la différence de nature avec la bureaucratie stalinienne. La bureaucratie du PCC a ainsi pris le pouvoir en tant que bureaucratie déjà constituée mais, et cela peut sembler paradoxal, au compte des masses paysannes, tout en contrôlant méthodiquement les mouvements de la classe ouvrière :

« *Ce qu'il est capital de comprendre pour pouvoir saisir l'originalité du parti communiste chinois et la nature de la bureaucratie qu'il a engendrée, c'est la façon dont fut réalisée cette transformation sociale qui alignait les structures économiques de la Chine sur la Russie soviétique. F. Forgue écrit à ce sujet : « Ce bouleversement fut accompli « à froid », chaque pas en avant étant étroitement contrôlé par le parti communiste chinois qui encadrait rigidelement le mouvement des masses. Aussi, au cours de ce processus, l'appareil d'État achevait-il de se constituer comme un appareil élevé au-dessus des masses, absolument soustrait à son contrôle, fonctionnant sous le contrôle d'une couche séparée. [...] La bureaucratie chinoise en effet - et la différence est de taille - n'avait pas eu, contrairement à la bureaucratie stalinienne, à soutenir une longue répression générale contre les masses ouvrières pour établir sa domination [cela ne tardera pas, NDLR] : l'avant-garde chinoise, née des luttes révolutionnaires, considère en effet le P.C. chinois, et en particulier son principal dirigeant Mao Tsé-toung, comme sa direction révolutionnaire légitime ; et c'est avec la participation des masses, non contre elles, que se sont établis les organismes de pouvoir à travers lesquels la bureaucratie exerce son contrôle.* » (La Vérité n°551).

L'objectif de ce rappel historique est d'aider à la caractérisation de la bureaucratie actuelle en saisissant la singularité congénitale de la bureaucratie chinoise et, notamment, la façon dont elle s'est appropriée dès l'origine l'État ouvrier déformé issu de la révolution de 1949. La bureaucratie chinoise ne s'est donc pas développée comme une excroissance au sein de l'État ouvrier par suite de l'affaiblissement de la révolution ; elle n'a pas historiquement confisqué l'État ouvrier surgi d'une révolution, mais elle s'est posée dès le départ comme un corps bureaucratique au-dessus des masses, fusionnant avec l'ancien appareil l'État et en assurant la direction à son propre compte.

Cela a une conséquence très importante : l'économie planifiée, les conquêtes socialistes, en un mot l'État ouvrier déformé, sont d'abord le produit d'initiatives de la bureaucratie en tant que bureaucratie encadrant les poussées révolutionnaires des masses, et non pas l'héritage d'une révolution victorieuse et des premiers accomplissements d'un État ouvrier. Dès lors, la restauration du capitalisme pouvait sans doute s'y effectuer avec moins de ruptures qu'en URSS dans la mesure où cette bureaucratie était structurellement plus autonome dans ses fondations vis-à-vis de l'existence des rapports de productions issus de la révolution socialiste de 1949.

Historiquement, la Chine a toujours été caractérisée par l'existence d'une bureaucratie pléthorique et sans équivalent en Occident. Toutefois, pour autant qu'un appareil bureaucratique issu de la bureaucratie impériale préexistât avant même la prise du pouvoir, la fusion croissante qui s'opère à partir de 1949 entre l'appareil du PCC et celui de l'État va lui donner une autre dimension. De 2 millions avant la révolution, les effectifs des fonctionnaires passent à 8 millions en 1958, 21 millions en 1978, et entre 50 et 70 millions aujourd'hui (Rousset, 2014). Aujourd'hui, on estime que le PCC est « *fort de 11 millions de cadres, 80 millions de membres répartis en 3,9 millions d'organisations de base - comités, cellules, petits groupes dirigeants* » (Bergère).

---

## Les années 1980 : l'essor d'un secteur privé et la timide renaissance d'une bourgeoisie

---

Déjà historiquement faible, la bourgeoisie est littéralement balayée à partir de 1949, lorsque la bureaucratie est contrainte d'approfondir la révolution, et les capitalistes qui ne s'exilent pas à Taïwan ou à Hong-Kong fournissent un appui technique au nouvel État naissant et se fondent progressivement au sein de la bureaucratie, préfigurant en cela le mouvement qui va s'opérer à partir des années 1980.

À partir du tournant des années 80 initié par Deng Xiaoping, un secteur privé renaît progressivement en Chine. C'est un mouvement qui part d'abord des campagnes dans lesquelles « *les paysans ou les cadres et techniciens des communes populaires [...] prennent en charge les entreprises de bourgs et villages* », pour ensuite gagner les espaces urbains où les nouveaux entrepreneurs se « *recrutent parmi d'anciens militaires ou employés et, de plus en plus, parmi d'anciens fonctionnaires locaux ou cadres gestionnaires d'entreprises publiques ou collectives dont ils sont devenus propriétaires au moment de leur privatisation.* » (Bergère).

En 1988, « *une série de textes législatifs a sanctionné l'existence d'entreprises régulièrement enregistrées comme privées* ». En quelques années, se reconstitue un tissu de PME de la masse desquelles « *émerge une minorité de grands entrepreneurs privés qui, partis de rien, ont amassé d'immenses fortunes grâce aux protections officielles qu'ils ont pu se procurer et au succès de spéculations immobilières et boursières* ». On estime aujourd'hui à 9 millions le nombre de ces PME, ce qui constitue un doublement par rapport à 2006, et auxquelles il faut ajouter 36 millions de microentreprises selon les chiffres officiels. « *Le nombre de personnes employées par les microentreprises individuelles et familiales, ainsi que par les entreprises privées officiellement enregistrées, est passé de 60 millions en 2006 à 180 millions en 2010* », ce qui représente « *un peu plus du quart des 780 millions de travailleurs et beaucoup plus si l'on exclut du compte les travailleurs agricoles.* » (Bergère)

Dans le même temps, un nombre conséquent d'entreprises d'État et d'entreprises collectives sont privatisées, à des degrés divers, généralement au profit du directeur et des cadres dirigeants et par l'entremise et sous le contrôle de la bureaucratie locale. Dans d'autres cas, ce mouvement de privatisation procède par association avec des capitaux étrangers mais dans l'ensemble, la restauration du capital en Chine est un phénomène hybride. Le cas le plus intéressant est celui des entreprises publiques : la bureaucratie en conserve la propriété et le contrôle mais sous la forme d'une participation majoritaire au capital : « *Il est vrai que la plupart des grandes entreprises étatiques sont restées la propriété de l'État, mais leurs filiales rentables ont été mises sur le marché boursier, ce qui les a transformées en entreprises commerciales identiques aux entreprises privées. Par conséquent, même si elles sont restées des entreprises d'État, leur nature est entièrement différente de la période précédente quand elles étaient gérées dans l'intérêt du bien public. Leur objectif est désormais de faire de l'argent. En 2001, 86% des entreprises d'État avaient été restructurées et 70% d'entre elles avaient été partiellement ou entièrement privatisées.* » (ALY). Surtout, elles se voient « *déchargées des responsabilités sociales -- en matière de logement, d'assurance maladie, de retraite -- qu'elles assumaient précédemment.* » (Bergère).

S'il est indéniable que la Chine est une économie capitaliste, il s'agit pourtant d'une économie dans laquelle les capitalistes restent dominés par la bureaucratie. D'abord, « *le monopole de l'État sur les industries clés continue à lui permettre d'exercer un contrôle stratégique sur l'ensemble de l'économie nationale* » (ALY). Ensuite, la réussite et la croissance d'une entreprise privée dépendent largement des relations que le patron entretient avec les bureaucrates locaux qui peuvent précipiter à tout moment la chute d'un capitaliste un peu trop entreprenant. Enfin, la classe bourgeoise ne dispose d'aucune forme d'organisation en tant que classe ; elle n'a pas de partis, pas de représentations au sein de l'État, et pas d'associations professionnelles indépendantes : « *ni complètement autonomes, ni complètement intégrées à l'appareil d'État, les associations industrielles et commerciales sont présentées et se présentent elles-mêmes comme des ponts jetés entre les autorités et les entrepreneurs, essentiellement les entrepreneurs privés. Sur ces ponts, la circulation se fait à double sens, et les courants descendants, porteurs de directives, croisent des courants ascendants porteurs d'informations, de conseils, de demandes, mais pas de revendications* ».

En fin de compte, « *on ne trouve en Chine ni bourgeoisie triomphante, ni bourgeoisie tout court, mais seulement des entrepreneurs dépourvus d'esprit de classe dont les plus importants partagent les objectifs du régime et vivent en symbiose avec ses élites politiques et administratives, et dont les autres ne peuvent que se soumettre et essayer de contourner les règles.* » (Bergère).

---

## La restauration du capitalisme en Chine : un processus inédit de « bourgeoisification » de la bureaucratie

---

Historiquement, la bureaucratie s'est constituée en s'érigeant en autorité sans contrôle au-dessus de la classe ouvrière et du peuple chinois. Sans contrôle, mais pas sans limites : le pouvoir de la bureaucratie était cadré par les rapports de production issus de la révolution de 1949 : « *toutefois, même si à l'ère de Mao l'État servait d'abord les intérêts de la bureaucratie, à la fois l'héritage de la révolution et le type de régime anticapitaliste qui en était né imposaient des limites aux privilèges de la bureaucratie ; les bureaucrates ne pouvaient que s'approprier le surplus social sous forme de valeur d'usage et non sa valeur d'échange, ce qui ne leur permettait donc pas de procéder efficacement à*

*l'accumulation du capital. Ils ne pouvaient pas en outre transmettre leurs privilèges à leur enfant. Leurs privilèges étaient d'autant plus limités que l'État avait la responsabilité de garantir la sécurité de l'emploi aux travailleurs et le minimum vital aux paysans.* » (ALY)

La bureaucratie chinoise a désormais de nombreux attributs d'une bourgeoisie classique. Plus on monte dans les étages du pouvoir, plus le degré de fusion entre la bureaucratie et la bourgeoisie est important. Il s'agit d'une construction sociale hybride, en constante évolution en relation avec la pénétration toujours plus importante des forces du marché, traduisant en quelque sorte les conditions politiques particulières dans lesquelles le capitalisme a été réintroduit en Chine : à l'initiative et au profit de la bureaucratie.

---

### **Les nouveaux attributs de la bureaucratie**

---

Aujourd'hui, la majorité du capital en Chine est détenue et contrôlée par la bureaucratie - à titre privé ou collectif - au moyen du monopole dont elle dispose sur l'exercice du pouvoir et les entreprises publiques. C'est ce que ALY dénomme le « capital bureaucratique » : *« une première catégorie de capital est détenue individuellement par les bureaucrates. Il se forme lorsque les fonctionnaires à titre personnel ou par le truchement des membres de leur famille, commencent à créer des sociétés privées et qu'ils sont à même de capter du profit grâce à l'utilisation de leur pouvoir. Depuis le milieu des années 1990, en privatisant les petites et moyennes entreprises d'État, le PCC a ouvert une seconde voie d'enrichissement pour la bureaucratie, beaucoup de ces entreprises tombant alors aux mains de bureaucrates locaux, d'anciens dirigeants d'entreprises publiques ou de leurs amis. [...] La seconde forme de capital bureaucratique est le capital collectif de la bureaucratie. Les entreprises d'État et leurs actifs, nominalement contrôlés par les ministères, sont détenus par l'État. [...] Grâce à ce dispositif, les dirigeants du parti ont tiré leurs fortunes des entreprises d'État sans en être nominalement propriétaire. »* (ALY)

Dans le même temps, la bureaucratie s'est efforcée d'intégrer de manière croissante les entrepreneurs privés en son sein. En 1987, le pouvoir sanctionne l'existence d'un secteur privé dont le rôle est décrit comme « *subordonné et complémentaire* », puis « *important* » en 1999. Enfin, en 2001, la campagne des « Trois représentativités » lève l'interdiction faite aux entrepreneurs d'adhérer au PCC : les enquêtes les plus récentes indiquent que 38% des entrepreneurs privés sont membres du PCC. Dès lors, il est difficile de dresser une séparation bien nette entre bourgeoisie et bureaucratie. « *Le capital bureaucratique ne peut se développer librement sans le soutien complice du capital. La collusion entre ces deux fractions de capital est si forte qu'elles prospèrent ensemble ou chutent ensemble. Le secret étant soigneusement gardé, personne ne connaît avec exactitude le poids respectif du capital bureaucratique et de son acolyte et la frontière entre les deux.* » (ALY)

---

### **Retour sur la restauration du capital en Chine**

---

Réintroduire le capital en Chine supposait nécessairement, à plus ou moins long terme, d'ouvrir le marché chinois aux marchandises et aux capitaux étrangers et, ce faisant, de réinsérer l'économie chinoise dans le cadre de la concurrence internationale. Or, l'époque de l'impérialisme est notamment caractérisée par une concentration toujours plus grande des capitaux donnant naissance à des mastodontes économiques. Dès lors, le tissu de PME qui se reconstituait dans les années 1990 n'aurait pu lutter contre les groupes internationaux déjà établis.

Si les dirigeants chinois désiraient réintroduire le capital en Chine tout en permettant à la Chine de prendre sa place sur le marché mondial, il était nécessaire de construire des entreprises ayant la surface suffisante afin de soutenir la concurrence avec les groupes occidentaux sur le marché chinois et à l'international. Celles-ci ne pouvaient donc être constituées qu'à partir des grandes entreprises d'État et collectives. Cependant, pour la bureaucratie, privatiser totalement ces dernières aurait conduit à renoncer en partie à contrôler l'orientation économique du pays et perdre la main sur le processus de restauration du capital, autrement dit à se liquider en tant que bureaucratie. Tandis que certains bureaucrates importants, déjà largement enrichis, avaient sans doute une possibilité de tirer profit d'une telle perspective à la manière des oligarques lors de la restauration du capitalisme en URSS, la majorité de la bureaucratie ne pouvait se le permettre sans risquer de tout perdre. C'est ainsi que la bureaucratie a conservé le contrôle sur ces entreprises et secteurs essentiels à l'exercice de son pouvoir : « *les plus importantes, entreprises géantes dont le nombre oscille entre 120 et 170, relèvent directement du gouvernement central et totalisent 297 milliards de dollars d'actifs. Une quarantaine d'entre elles figurent dans la liste des 500 plus grandes entreprises mondiales.* » (Bergère).

---

### **Un processus de fusion entre le politique et l'économique : entre force et faiblesses**

---

La bureaucratie chinoise est donc un objet tout à fait singulier car, tandis que « *dans la plupart des pays capitalistes l'exercice du pouvoir d'État et la mise en œuvre de l'accumulation du capital sont exercés par deux groupes distincts, précisément les bureaucrates et les capitalistes, [l]es bureaucrates chinois combinent les deux fonctions et perçoivent simultanément un salaire et captent une partie de la plus-value.* » (ALY).

Par le double contrôle qu'elle exerce sur les sphères politique et économique, la bureaucratie est une structure très puissante. Elle constitue donc un obstacle de taille à toute revendication significative du prolétariat cherchant à améliorer ces conditions d'existence, et celui-ci ne pourra donc faire l'économie d'un affrontement avec la bureaucratie s'il veut satisfaire ces revendications. Et il trouvera face à lui, un appareil politique, militaire et sécuritaire prêt à tout pour maintenir son ordre et ses profits. Mais cette force est également une fragilité car cette concentration des pouvoirs

simplifie l'articulation de la question du pouvoir pour la classe ouvrière : celle-ci pourrait presque se résumer au mot d'ordre « *Exproprier la bureaucratie !* ».

---

### La classe ouvrière, de 1949 à la liquidation des entreprises d'État

---

Les transformations de la bureaucratie à la faveur de la restauration du capitalisme ainsi que la renaissance difficile et contrariée d'une bourgeoisie capitaliste sont des éléments indispensables à toute analyse conséquente de la situation actuelle en Chine. Nous souhaitons maintenant poser une appréciation sur les développements à l'œuvre au sein de la classe ouvrière en Chine depuis trente ans. Au moment de la révolution de 1949, l'immense majorité des masses vivent à la campagne et travaillent la terre, et la classe ouvrière chinoise est d'une dimension limitée : « *Il y a un siècle, la Chine a connu ses premières vagues d'industrialisation. La classe ouvrière industrielle n'en restait pas moins très minoritaire, estimée à 1,5 million au début des années 1920 pour au moins 250 millions de paysans.* » (Rousset).

Le mouvement d'industrialisation à marche forcée initié par le PCC va graduellement conduire une fraction toujours plus grande de la paysannerie en ville afin de pourvoir au besoin en main-d'œuvre. Ainsi, de 3 millions avant 1949, la classe ouvrière passe à 15 millions en 1952 et près de 70 millions en 1978. Dans le même temps, ce mouvement d'industrialisation produit un processus de concentration des entreprises transformant qualitativement la classe ouvrière. Ainsi, bien qu'elle ne fut pas la classe sur laquelle l'appareil du PCC s'appuya lors de la révolution de 1949, cette dernière va devenir la colonne vertébrale du nouveau régime, son assise sociale et bénéficiaire de conditions d'existence relativement avantageuses : « *Pour l'essentiel, c'est une nouvelle classe ouvrière qui s'est formée en République populaire de Chine. De 3 à 8 millions avant 1949, trente ans plus tard elle approche les cent millions. Les employés statutaires des firmes d'Etat en constituent les gros bataillons industriels, les autres travaillant dans les entreprises collectives en ville ou à la campagne. Recrutés dans le cadre d'une politique massive de salarisation (« bas salaires, nombreux emplois »), les travailleurs urbains du nouveau secteur d'État bénéficiaient seuls du statut fort prisé d'ouvrier et employé avec ses avantages sociaux : logement, tickets donnant droit à des céréales, financement des études des enfants, service de santé, magasins d'achat, garantie de l'emploi à vie, pension de retraite...».* (Rousset)

Cette classe ouvrière travaille principalement dans les entreprises d'État ou les entreprises collectives et, bien que ne disposant pas d'organisations syndicales ou politiques indépendantes du pouvoir, celle-ci avait une conscience politique élevée, davantage comme fruit de ses acquis et de sa représentation sociale que de celui de ses luttes passées. « *Bénéficiant d'importants privilèges par rapport au reste de la population (compte non tenu des cadres du parti-État), la classe ouvrière a longtemps fourni une base sociale solide au régime maoïste, étant parfois mobilisée contre des intellectuels et étudiants contestataires. Elle avait une haute conscience sociale de soi, mais pas d'autonomie politique : elle restait subordonnée au PCC en l'absence de syndicat indépendant et de pluralisme politique.* » (Rousset).

Or la restauration du capitalisme en Chine exigeait que soit liquidée cette puissance politique d'une classe ouvrière unifiée et cimentée autour de ses acquis et en premier lieu l'emploi garanti, le fameux « *Bol de riz en fer* ». Cela supposait de réduire le nombre d'entreprises d'État et de les restructurer en mettant au chômage des millions de travailleurs tout en favorisant l'émergence d'entreprises privées aux conditions d'exploitation plus avantageuse. Si ce processus s'était enclenché dès les années 80, l'écrasement de la révolte de Tiananmen a permis à la bureaucratie d'accélérer le processus : « *en 1995, le salariat des entreprises d'Etat se montait à 112 millions – avec en sus 35,5 millions dans le secteur coopératif. En 2003, il était tombé respectivement à 69 et 9,5 millions. Premières à être touchées, les femmes ont représenté 70% des personnes licenciées.* » (Rousset).

C'est une véritable saignée qui a été menée au sein de la vieille classe ouvrière porteuse d'une conscience de classe et de traditions d'organisation. En plus de favoriser l'émergence d'un secteur privé, l'objectif poursuivi par la bureaucratie était également de désarmer la classe ouvrière en liquidant ses secteurs les plus organisés.

---

### Les migrants : aux racines d'une nouvelle classe ouvrière

---

La liquidation de la vieille classe ouvrière conduisait en retour à l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière, sensiblement rajeunie, concentrée dans d'immenses unités de production – à l'image de Foxconn, plus grand entrepreneur privé de Chine avec 1,3 million de salariés, dont plus de 400 000 dans la seule ville Shenzhen –, et constituée principalement de migrants disposant de conditions de travail et d'existence dégradées se constituaient à grande vitesse.

En quelques années, l'afflux des migrants dans les grands centres urbains et industrialisés avait plus que compensé les licenciements de millions de travailleurs des entreprises d'État. Soumis au *Hukou* (permis de résidence) qui les empêche de s'ancrer durablement dans les centres urbains, ce qui constitue par là même un obstacle au développement d'une conscience de classe, ces migrants sont vulnérables, dépourvus de traditions syndicales et perçoivent déjà leur installation en ville, même temporaire, comme une amélioration par rapport au sort qui leur était promis dans les campagnes : « *En 2008, la population des migrants ruraux s'installant en ville avait atteint le nombre de 145 millions, dont environ 71 % se concentraient dans la région plus développée de l'est. Ils n'ont cessé de jouer un rôle important sur le marché du travail urbain, représentant 48 % de l'emploi urbain et augmentant régulièrement ces dernières années. Ils travaillent principalement dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie et dans le segment inférieur du secteur des services, mais les autorités de la plupart des villes ne leur ont pas donné la pleine citoyenneté urbaine [...] Par conséquent, les migrants ruraux s'installant en ville sans hukou urbain sont venus constituer un autre groupe important de pauvres urbains.* » (Perspectives Chinoises, 2010-14).

C'est sur ces travailleurs migrants que s'est fondée la très forte croissance depuis trente ans. Et pour cause, cette population très précaire est soumise à un régime d'exploitation sans égal : « *La majorité des travailleurs migrants travaille davantage d'heures par jour et de jours par semaine que les travailleurs urbains locaux. [...] En 2002, plus de 80 % des travailleurs migrants d'origine rurale travaillaient sept jours par semaine et seulement 7 % travaillaient cinq jours conformément au nombre de jours de travail autorisés pour les urbains locaux. Les mêmes statistiques montrent qu'un tiers des migrants travaillait entre neuf et dix heures par jour, près d'un quart entre 11 et 12 heures, et 12 % travaillaient plus de 12 heures.* » (Ibidem).

---

### **Conséquences du développement du prolétariat chinois sur ses capacités de combat**

---

Cette transformation de la classe ouvrière en moins de vingt ans n'est pas sans conséquence politique. Ce mouvement signe le passage d'un prolétariat unifié par des acquis, possédant des traditions de lutte et une forte conscience de classe, et représentant donc par là même une menace pour la bureaucratie, à un prolétariat inexpérimenté, moins bien payé, sans aucun droit, particulièrement exposé à la répression policière et à l'exploitation patronale et soumis à la férule du *Hukou*. Par ailleurs, il faut noter que ce mouvement tend à diviser le prolétariat dans la mesure où une partie ne doit sa subsistance que par rapport à ce qu'il reste de la propriété d'État, tandis que l'autre partie fonde au contraire son développement sur le processus de restauration du capitalisme et sur l'essor d'un secteur privé. Cette séparation matérielle est une barrière supplémentaire à l'émergence de revendications à même d'unifier la classe ouvrière.

Pourtant, en dépit de ces difficultés, un mouvement contradictoire est à l'œuvre : si la puissance subjective du prolétariat se réduit par la liquidation de ses acquis et le licenciement de ses éléments les plus conscients politiquement, en revanche, sa puissance objective grandit sensiblement du fait de son accroissement numérique, et en particulier celui de la classe ouvrière. C'est ce qu'explique ALY : « *tandis que le nombre de travailleurs des entreprises d'État a substantiellement diminué, le nombre total de salariés atteint près de 400 millions. L'effectif de classe travailleuse chinoise n'a jamais été aussi énorme. Si ce retour au capitalisme a quelque chose de positif, c'est bien cela. De plus le caractère barbare du régime de caserne des usines incite les travailleurs à résister au jour le jour. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que lorsque les entreprises d'État continuent de licencier en masse, les travailleurs, dont les migrants, se lèvent spontanément pour faire grève et résister à cette exploitation inhumaine.* » (ALY)

### **Deuxième partie :**

---

## **Manifestations dans la lutte des classes des conséquences sociales et des conditions politiques de la restauration du capitalisme**

---

### **Les premières résistances des travailleurs migrants à la surexploitation (1995-2005)**

Si la Chine durant le processus de restauration du capitalisme a constitué un eldorado pour les couches supérieures de la bureaucratie et le capital étranger, elle s'est transformée en enfer pour les ouvriers, en particulier pour les migrants, dont la valeur de la force de travail était réduite au départ à la simple reconstitution physiologique de cette force.

---

### **Un éveil à la lutte des classes par la lutte des classes**

---

Contre cette surexploitation se sont exprimées avec une force ascendante au cours des années 1990 les premières résistances des travailleurs migrants. Les autorités chinoises reconnaissaient qu'il y avait eu 74 000 « *incidents de masse* » (grèves, manifestations non autorisées) en 2004 contre environ 10 000 en 1994. Depuis 2005, les autorités ont renoncé à communiquer ces chiffres...

Fondamentalement, cette montée des luttes ouvrières est l'expression des lois de la lutte des classes, en particulier le fait que l'exploitation engendre la résistance à l'exploitation. La répression, l'arrestation des « *meneurs* », l'interdiction de toute forme d'organisation échappant au contrôle de l'État, l'absence constitutionnelle du droit de grève depuis 1982 n'ont pu empêcher l'expression de ces lois. Malgré tous ces obstacles, elles se sont exprimées d'autant plus fortement que dans le cadre de la restauration du capitalisme, l'industrialisation rapide et spectaculaire analysée dans l'article sur la Chine publié dans *CPS 54* a engendré, selon un processus semblable à celui observé en Europe durant la révolution industrielle, une masse croissante de prolétaires aux intérêts antagoniques aux possesseurs du capital. Dans ce cadre, l'intensification des luttes des travailleurs migrants marquent l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons tel que Marx et Engels avaient pu le décrire dans le *Manifeste du parti communiste* :

« *Le développement de l'industrie ne fait pas qu'accroître le monde des prolétaires ; il les concentre en des masses plus importantes, leurs forces augmentent et ils en prennent davantage conscience.* »

---

### **Caractéristiques et limites de cet éveil**

---

Si les premiers mouvements des migrants ont permis d'améliorer les salaires et dans une moindre mesure les conditions de travail, ils ont en commun un certain nombre de limites qui ne sont pas sans rappeler celles des premiers pas du mouvement ouvrier en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle : d'après la description qu'en donne ALY : « *La plupart des grèves sont*

*des mouvements spontanés qui ne sont pas décidés à l'avance. Malgré les concessions arrachées, il y a encore peu de volonté chez ces travailleurs de s'organiser à long terme. La plupart des grèves répertoriées ont lieu sans direction et s'il y a parfois une tentative d'organisation, son niveau est plus faible que dans les entreprises d'Etat. ».*

Autre caractéristique de cet éveil à la lutte de classes : des luttes locales, souvent limitées à une seule usine, ce qui explique le faible nombre de personnes impliquées dans chaque lutte rapporté aux effectifs ouvriers en Chine. Enfin, dernière caractéristique, il s'agit de combats jamais tournés directement contre le pouvoir de la bureaucratie et du patronat en tant que classe.

Au final : des luttes uniquement économiques, qui témoignent d'une conscience encore très embryonnaire du fait de former une seule et même classe (en liaison avec les ouvriers d'Etat) aux intérêts directement antagoniques à ceux de la bureaucratie et des capitalistes qu'elle défend. Ces premières luttes sont l'expression d'une classe ouvrière réduite au stade de classe en soi, composée d'individus atomisés, assez proche de la description que donne le *Manifeste du parti communiste* des combats naissants de la classe ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle :

*« Au début seuls des ouvriers isolés combattent, puis ce sont les ouvriers d'une même fabrique, enfin les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans un même lieu, contre le bourgeois particulier qui les exploite directement ».*

---

### **Explications aux limites de ces premières luttes**

---

Ces limites sont à relier aux spécificités de la situation objective des travailleurs migrants décrite dans la première partie de cet article : inexpérience, surexploitation, contrôle par le *Hukou*. Ainsi, l'absence de syndicat indépendant, qui pèse aussi sur les travailleurs d'état, handicape d'autant plus les migrants qu'ils sont inexpérimentés et dénués de quasiment de tout droit. Quant au *Hukou*, il constitue un obstacle au développement de la conscience de classe des migrants : *« les travailleurs migrants ne pouvant pas s'installer définitivement en ville, leur identité de travailleur n'est que temporaire alors que celle des paysans est permanente. De ce fait, ils ne peuvent pas se projeter à long terme alors qu'ils travaillent dans les villes, ce qui explique pourquoi, même s'ils souhaitent lutter pour les salaires, il leur est difficile de s'engager à long terme dans une organisation. Et sans engagement collectif, il ne peut y avoir de développement de la conscience de classe »* (ALY). Ajoutons également que ce statut temporaire de travailleur urbain développe chez les migrants une tendance à comparer leurs conditions d'existence en ville par rapport à celles souvent misérables régnant dans les campagnes ce qui peut expliquer dans un premier temps, un moindre niveau d'exigence au niveau des revendications.

Une autre caractéristique de la situation objective des migrants tient aux racines mêmes de cette nouvelle classe ouvrière, dont l'essor est le produit de la restauration du capitalisme menée par la bureaucratie grâce à la défaite décisive infligée à la jeunesse et aux travailleurs d'Etat en 1989. Ces racines historiques expliquent que les migrants ont une perception différente de celle des ouvriers d'Etat de la bureaucratie et du capitalisme.

D'une part, si la restauration du capitalisme s'est traduite par une dégradation très importante des conditions d'existence des ouvriers d'Etat et a été vécue par eux comme un immense pillage de la propriété d'Etat par la bureaucratie et à un degré moindre par la bourgeoisie, elle a revanche, fût-ce au prix d'une terrible surexploitation, permis aux migrants de s'extraire des conditions de vie souvent misérables régnant dans les campagnes et d'améliorer le quotidien de leurs familles restées au « pays ». De là découlent une propension des migrants à combattre les excès individuels de tel patron et une difficulté supplémentaire à généraliser le combat contre les patrons d'une branche industrielle, a fortiori contre le patronat dans son ensemble, et de s'attaquer au capital en tant que système de production.

D'autre part, chez les travailleurs d'Etat, notamment parmi les anciennes générations, le souvenir vivace de l'écrasement du « Printemps de Pékin » et du prix qu'il en coûte d'affronter la bureaucratie s'exprime aujourd'hui par une forte crainte et par un profond scepticisme quant à la perspective de renouveler l'expérience. Pour les migrants, le problème se pose de manière inverse. En effet, la très grande majorité de ces migrants n'était même pas née en 1989, et la plupart n'ont même pas entendu parler de cet événement décisif tant est lourde la chape de plomb qui règne dans la société chinoise sur la question de 1989.

Mais du coup, si cette méconnaissance des faits survenus sur la place Tiananmen confère aux migrants une hardiesse dans leurs luttes que n'ont pas les travailleurs d'Etat dans leur majorité, en retour, elle nourrit chez eux des illusions quant à la véritable nature de la bureaucratie. Là se situe la racine de l'explication au fait que, dans leur ensemble, les migrants ne considèrent pas la bureaucratie comme un ennemi à abattre mais au contraire comme un point d'appui pour lutter contre les excès des patrons et faire respecter le mince filet de protection existant en Chine. C'est ce qu'explique Chloé Froissart (CF) dans un article : *« Durant cette période, celles-ci [les grèves menées par les travailleurs migrants, ndlr] étaient avant tout motivées par la volonté de faire appliquer la loi en matière de droit du travail (paiement des heures supplémentaires et des arriérés de salaire, souscription à la sécurité sociale) et notamment l'augmentation du salaire minimum décidée par les autorités municipales et dont les employeurs ne tenaient souvent pas compte. Les grèves exprimaient avant tout une nouvelle conscience de la loi et les demandes ne concernaient rien d'autre que son application pure et simple dans un contexte de dysfonctionnement des institutions (absence de syndicats, de comités d'arbitrage et de tribunaux indépendants). Comme le souligne Li Lianjiang, cette conscience de la loi s'apparente à une conscience des règles (rule consciousness), qui se distingue de la conscience des droits (rights consciousness) en ce qu'elle n'implique « aucune remise en cause de la légitimité des règles existantes, aucune demande concernant le changement des règles et la mise en place de nouvelles règles et aucune demande de participation à l'élaboration des règles ». Or ce type de mobilisation ancrée dans la conscience des règles sert la stabilité politique du régime dans la mesure où elle constitue un contrôle efficace des autorités. »*

## Premiers pas du prolétariat chinois vers sa constitution en « classe pour soi » : le mouvement pour la création d'une organisation syndicale indépendante

---

### Modifications de l'état d'esprit des ouvriers d'Etat

---

La terrible défaite du mouvement vers la révolution politique de mai-juin 1989 a lourdement pesé sur les tentatives de résistance des ouvriers d'Etat contre les privatisations menées à partir de 1996 comme le souligne ALY : « *Si les protestations des travailleurs ont désormais tendance à être plus organisées, elles restent néanmoins largement localisées. La plupart de ces luttes se sont soldées par des défaites, même si parfois des victoires partielles ont pu avoir lieu* ».

Pour défendre la propriété d'Etat, produit des rapports de production issue de la révolution de 1949, et porter un coup d'arrêt décisif au processus de restauration du capitalisme, il aurait fallu que ces luttes se centralisent, s'orientent vers la révolution politique dans l'objectif de porter le fer contre la bureaucratie et poser la question du pouvoir ouvrier, ce dont les travailleurs d'Etat, plongés dans un profond désarroi politique alimenté par la défaite écrasante subie en juin 1989, étaient dans l'incapacité de faire : « *la défaite de 1989 pèse lourdement sur les travailleurs qui n'imaginent pas pouvoir s'opposer à la ligne officielle et aux « réformes » en proposant une alternative. La confusion est si grande qu'ils ont perdu la possibilité d'agir et de réfléchir collectivement. En outre la perception dominante attribuée d'abord la responsabilité de la situation aux dirigeants locaux plutôt qu'au gouvernement central : « les choses seraient différentes si le gouvernement était au courant.* »

Cependant, au début des années 2000, ALY fait état de changements dans l'état d'esprit des travailleurs d'Etat : « *la fin de la première vague de privatisations, l'effacement de la peur qui fait suite à la répression de 89 et l'accumulation des expériences de résistance contribuent à changer le moral des travailleurs* ». Deux faits en attestent.

D'une part, après l'écrasement du « Printemps de Pékin » et la liquidation des éléments d'organisation qui commençaient à s'en dégager, plusieurs luttes des travailleurs d'Etat ont posé sous des formes diverses la question d'une organisation syndicale au service des ouvriers. Ce fut le cas notamment à la papeterie de Zhengzhou, ou encore sur les champs pétrolifères de Daqing où un comité syndical des travailleurs licenciés a été créé et a mené des activités clandestines.

D'autre part, l'accumulation des expériences de résistance s'est cristallisée dans la lutte des sidérurgistes de Tonghua Steel qui a représenté pour l'instant le plus haut point du combat des travailleurs d'Etat contre le processus de privatisation : « *L'affaire de Tonghua est le premier exemple d'un directeur tué par une masse de travailleurs soutenue par les autres. Cette violence collective ayant été largement relayée et soutenue par les internautes, elle effraie les gouvernements locaux et les oblige à faire des concessions. Il faut cependant attendre pour savoir si de telles luttes resteront isolées ou si elles sont le signe que la démoralisation de 1989 s'efface. Il n'en reste pas moins que les luttes à venir dans les entreprises d'Etat pourraient y ressembler et s'en inspirer. Ainsi, la victoire des travailleurs de Toghua encourage-elles ceux de la Linzhou Steel Company de Puyang qui séquestrent pendant 24 heures un dirigeant municipal dont la lutte se conclue elle aussi par une victoire.* » (ALY)

---

### Modifications de l'état d'esprit des travailleurs migrants

---

Lénine dans *Que faire ?* écrivait : « *l'élément spontané n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient* ». Mais la spontanéité des masses est toujours une spontanéité déterminée historiquement si bien que cet « embryon » se développe au fur et à mesure de l'expérience accumulée dans la lutte des classes. La spontanéité qui caractérise les premières luttes des migrants n'échappe pas à cette règle. Malgré l'absence d'organisation ouvrière, en particulier syndicale, pour cristalliser et généraliser cette expérience et orienter les luttes sur la base de cette expérience, il n'en reste pas moins que les travailleurs migrants font un apprentissage rapide au fur et à mesure des combats qu'ils mènent pour l'amélioration de leurs salaires.

Deux leçons sont en train de faire leur chemin dans la tête des migrants : d'une part, la nécessité de se coordonner et de s'organiser, d'autre part la prise de conscience que la seule limite à l'exploitation, c'est la résistance à l'exploitation. Ce sont là deux évolutions notables par rapport aux premières luttes qui se caractérisaient à la fois par un très faible niveau d'organisation et par l'assimilation de la limite à l'exploitation au respect et à l'application de la loi existante.

Si le prolétariat chinois, en particulier les migrants, est exploité parfois dans des conditions proches de celles du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, il dispose des outils de communication du XXI<sup>e</sup> siècle. En l'absence de syndicat ouvrier et dans un pays aux dimensions d'un continent, Internet et les réseaux sociaux, malgré leur surveillance par le PCC, sont un vecteur important de la transmission extrêmement rapide de l'expérience accumulée dans la lutte de classe, à un niveau bien supérieur à ce que Marx et Engels observaient en 1848 dans le *Manifeste* par rapport aux moyens de communication de l'époque : « *Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. (...) Et l'union que les bourgeois du Moyen Age mettaient des siècles à établir, avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes, avec les chemins de fer, la réalisent en quelques années.* ».

L'apprentissage de la lutte de classe s'est traduit en même temps qu'il en a été facilité par un changement d'état d'esprit entre la première génération de migrants et les suivantes : « *Ces jeunes travailleurs ont un autre état d'esprit que celui de leurs parents qui pouvaient dire : « quand nous avons eu 20 ans, nous sommes partis en ville pour travailler et quand*

nous en avons eu 40, nous sommes retournés au village ». *Au contraire, cette nouvelle génération de travailleurs migrants ruraux, n'ayant que très rarement travaillé la terre et n'ayant pas l'intention de devenir paysans, désire fortement s'enraciner dans les villes et elle se considère probablement comme faisant partie du peuple travailleur urbain plutôt que comme des « nongmingong », des travailleurs migrants » (ALY).*

Cette modification de la mentalité des migrants est un point d'appui extrêmement important pour favoriser l'émergence de la conscience de la place qu'ils occupent dans les rapports de production et le sentiment de faire partie d'une même classe aux intérêts antagoniques à ceux des capitalistes et de la bureaucratie. Trotsky, dans *Discussion pour résumer sur les revendications de transition* (23 mars 1938), notant parmi le prolétariat américain des transformations similaires à celles en cours au sein d'une partie de la classe ouvrière chinoise, soulignait :

*« Il s'est produit un très grand changement dans la situation de la classe ouvrière. J'ai appris avec intérêt et plaisir, dans quelques articles du Socialist Appeal et de New International qu'aujourd'hui le sentiment de l'ouvrier américain qu'il est un ouvrier, est en train de grandir, que ce n'est pas le vieil état d'esprit pionnier, qu'il est ouvrier pour un temps : maintenant il est un ouvrier permanent et même un chômeur permanent. C'est la base de tous les autres développements dans la classe ouvrière. ».*

L'ensemble de ces modifications combinées aux premières répercussions de la crise mondiale sur l'économie chinoise qui ont en premier lieu touché les ouvriers du secteur privé, en particulier les migrants, ont préparé le terrain au tournant constitué par la grève de l'usine Honda en 2010. La crise mondiale et ses conséquences sociales ont joué le rôle d'un catalyseur par rapport à la maturation en cours de la conscience de classe du prolétariat chinois, aussi bien chez les migrants que chez les ouvriers d'Etat : à cet égard, ce n'est pas non plus un hasard si le plus haut point atteint par le combat de ces derniers contre les privatisations soit intervenu en juillet 2009 avec les sidérurgistes de Tonghua Steel.

---

### Un tournant : la grève de l'usine Honda en 2010

---

La grève de Honda est une grève fondatrice dans l'histoire récente de la classe ouvrière chinoise car elle cristallise les modifications en cours dans la conscience des migrants dans des formes d'organisation caractéristiques du prolétariat. Les grévistes ont en effet procédé à l'élection de délégués ouvriers et sont parvenus à imposer que les négociations aient lieu avec ces délégués, sur une plate-forme qui avait été élaborée démocratiquement en assemblée générale, sur la base de 33 points, évinçant ainsi les représentants du syndicat officiel All-China Federation of Trade Unions (ACFTU), courroie de transmission du PCC.

*« C'est la base de tous les autres développements dans la classe ouvrière »* écrivait Trotsky à propos du développement du sentiment d'être un ouvrier permanent chez le travailleur américain. La grève de Honda en est la parfaite illustration : l'émergence de l'identité ouvrière chez les migrants et la prise de conscience progressive des intérêts de classe spécifiques en découlant ne pouvaient qu'entrer, à un moment ou à un autre, en contradiction avec l'existence d'un syndicat vertical attaché à la défense des intérêts du PCC et des capitalistes. *« Les délégués du syndicat sont inutiles et soutiennent la direction »* déclarait un gréviste : c'est cette contradiction qu'a commencé à faire éclater l'élection de délégués ouvriers en assemblée générale, en lui donnant la forme organisationnelle d'un comité de grève.

Contrairement aux premières luttes des migrants au contenu uniquement économique, le tournant de la grève de Honda réside en ce que pour défendre leurs revendications économiques (salariales pour l'essentiel), les ouvriers ont été contraints, compte tenu de la contradiction évoquée ci-dessus, de se situer sur un plan politique en brisant momentanément et localement le monopole de représentation que s'est arrogé le PCC via l'ACFTU. Le plus important dans cette grève n'est pas que la direction de Honda a été obligée de céder sur les salaires et sur des embauches, c'est qu'elle a été obligée, et la bureaucratie avec elle, de céder sur une clause de sauvegarde, inscrite par les travailleurs eux-mêmes dans leurs revendications, disant que les délégués ne pourraient être ni renvoyés de l'usine ni condamnés. **Pour la première fois, certes au niveau d'une seule usine et de manière temporaire, il y eu la reconnaissance du fait que les travailleurs pouvaient s'organiser sous une forme choisie par eux et faire valoir leurs intérêts de classe.**

Autre point très important de la grève de Honda et source de développements ultérieurs : au cours de cette lutte, s'est exprimée, en liaison avec l'affirmation de l'identité ouvrière des migrants, la conscience de faire partie d'une seule et même classe sous la forme d'une lettre ouverte des délégués des grévistes de Honda, lettre dans laquelle ces derniers ont présenté leur combat comme celui de l'ensemble de la classe ouvrière chinoise : *« Notre combat pour nos droits ne vise pas seulement à protéger les intérêts des 1800 travailleurs, nous avons aussi en tête les droits et intérêts des travailleurs de tout le pays. Nous avons voulu ce combat exemplaire pour tous » (10 juin 2010).*

La grève de Honda a suscité une immense vague d'espoir parmi les ouvriers car, en se plaçant de fait à l'avant-garde des travailleurs chinois, les grévistes de Honda ont ouvert la voie au combat de millions d'entre eux. Les caractéristiques de cette grève se retrouvent à des degrés divers dans tous les combats menés depuis : grèves massives de l'ensemble des personnels, élections de délégués mandatés sur des revendications précises, négociation avec la direction et compte-rendu aux grévistes. La plupart de ces grèves sont victorieuses.

Cette diffusion à l'ensemble du territoire s'est accompagnée d'un élargissement des revendications au-delà des augmentations de salaires : droits en matière de santé, de retraite, dont les travailleurs chinois, en particulier les migrants, sont quasiment dépourvus : *« Les revendications ont aujourd'hui radicalement changé de nature, les ouvriers ne réclament plus l'application de la loi mais ce qui n'est pas dans la loi »* (CF). Plusieurs raisons peuvent expliquer cette évolution : les victoires sur les salaires sont autant de points d'appui pour aller plus loin dans les limites imposées à l'exploitation. Une autre explication tient au vieillissement des premières générations de migrants de plus en plus

sensibles aux questions de santé et de retraite. Une telle évolution dans les revendications ne peut que renforcer la détermination des travailleurs chinois à construire des organisations ouvrières, notamment syndicales, dans la mesure où, toute l'histoire du mouvement ouvrier en atteste, l'obtention de droits collectifs est indissolublement liée à la construction de telles organisations, et le prolétariat chinois n'y fera pas exception, même si ce processus sera marqué par les conditions politiques particulières dans lesquelles il doit mener ce combat et sur lesquelles nous reviendrons dans la dernière partie de cet article.

---

### Les leçons de la grève de Honda

---

La grève de Honda et ses épigones mettent en exergue le rôle central de la jeunesse, particulièrement de la jeunesse étudiante, dans la reconstruction du mouvement ouvrier : « *Pour bien saisir ce mouvement de grève, il faut noter que de nombreux travailleurs étaient jeunes et que plus de la moitié de ceux qui ont participé à la première grève de Foshan étaient des étudiants issus de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle interne. Cette grève a été le fait d'une nouvelle génération de travailleurs qui n'est pas marquée par la défaite du mouvement pour la démocratie de 1989. De ce point de vue, il est probable qu'à cause de la censure, la plupart d'entre eux n'avaient aucune connaissance de ces événements.* » (ALY).

On a là une illustration parfaite dans le contexte chinois du programme de transition : « *La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé* ». Si la méconnaissance de l'écrasement dans le sang du mouvement vers la révolution politique de mai-juin 1989 peut nourrir des illusions des jeunes ouvriers vis-à-vis de la bureaucratie, en revanche elle leur donne la hardiesse pour briser des tabous politiques en Chine, sans d'ailleurs toujours en mesurer jusqu'au bout toutes les conséquences : « *Alors que les travailleurs des entreprises d'Etat ne sont en général pas disposés à demander de nouvelles élections pour élire la direction des syndicats d'entreprises par crainte d'être accusés de « tentative de liquidation de la direction du parti », les jeunes travailleurs du secteur privé [...], ont osé briser ce tabou pour appeler à de telles élections.* » (ALY)

Si le prolétariat chinois ne constitue pas encore, et de loin, une classe pour soi pleinement consciente de ses intérêts antagoniques à ceux de la bureaucratie et des capitalistes, il a accompli d'importants progrès en ce sens, comme en témoignent les évolutions notables entre les premières luttes des migrants et le tournant de la grève de Honda en 2010. De luttes désorganisées, isolées, situées sur un terrain purement économique et visant pour l'essentiel à ce que les patrons respectent la loi définie par l'Etat-parti, on est passé à des luttes plus structurées, recourant à des méthodes d'organisation spécifiquement prolétariennes - comités de grèves élus en AG sur un cahier de revendications et responsables devant l'ensemble des ouvriers -, mettant en cause localement le monopole de représentation exercé par le PCC, via l'ACFTU, et témoignant d'une prise de conscience progressive chez les travailleurs de former une seule et même classe en butte à une exploitation commune, comme l'a montré la lettre ouverte des grévistes de Honda du 3 juin 2010.

Ces évolutions n'ont rien de spécifique à la classe ouvrière chinoise : elles sont celles de toute classe ouvrière se développant dans le cadre des rapports de production capitalistes et tendant à « *s'opposer en tant que classe aux classes dominantes et à chercher à les faire plier par une pression de l'extérieur [...]* Et c'est de cette façon que tous les mouvements économiques isolés des ouvriers surgit un mouvement **politique**, c'est-à-dire un mouvement de classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme générale, sous une forme ayant force de contrainte sociale générale. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant de leur côté, des moyens de développer cette organisation » (Marx, *Lettre à F. Bolte*, 23 novembre 1871).

Certes, les travailleurs chinois sont encore éloignés de la perspective tracée par Marx, mais l'émergence de revendications portant sur des droits collectifs, l'appel des grévistes de Honda à l'union de tous les travailleurs chinois pour la défense de leurs intérêts et l'exigence que les syndicats d'entreprise soient au service des travailleurs et non du patronat sont des premiers jalons vers la réalisation de cette perspective.

### Conséquences des conditions politiques de la restauration du capitalisme sur le mouvement du prolétariat vers une classe pour soi

---

#### Nécessité de l'affrontement politique contre le pouvoir de l'Etat-parti...

---

La combinaison inédite de rapports de productions capitalistes et du maintien au pouvoir de la bureaucratie crée des conditions politiques particulières au combat du prolétariat chinois vers sa constitution en « classe pour soi ». Ce n'est pas la bourgeoisie qui a restauré le capitalisme mais la bureaucratie. C'est pourquoi le cœur de la lutte des classes n'oppose pas la bourgeoisie et le prolétariat mais le prolétariat et une bureaucratie, certes en voie de « bourgeoisification » avancée, mais qui conserve et concentre en ses mains, du fait du maintien de sa structure bureaucratique, un puissant appareil d'Etat qui lui confère un pouvoir absolu sur l'ensemble des structures sociales et politiques du pays.

De ce fait, les conquêtes sociales et politiques participant à la constitution de toute classe ouvrière en classe pour soi sont antagoniques au maintien du régime bureaucratique sévissant en Chine : il en va ainsi des acquis collectifs en matière de retraite, de santé... comme du droit à s'organiser syndicalement et politiquement. Il s'agit là d'une différence fondamentale avec le mouvement ouvrier tel qu'il a pu se développer en Europe de l'Ouest au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, certes au terme d'une longue histoire d'affrontements avec le patronat et l'Etat bourgeois, mais dans le cadre

politique fixé par la démocratie et l'Etat bourgeois. C'est ce que soulignait Trotsky dans ses écrits sur la Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne (janvier 1932) : « *Pendant de nombreuses années, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifiaient leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Cela est démontré par la théorie et l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois* ».

Rien de comparable avec la situation actuelle en Chine où il est impossible pour le prolétariat d'édifier ses fortifications de classe au sein de la forteresse policière et despotique constituée par l'appareil bureaucratique à la tête de l'Etat. Sous la pression de la lutte de classe, la bureaucratie peut tolérer à la limite la reconnaissance sur un plan local du droit des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes en dehors du cadre de l'ACFTU, sous la forme d'élections de délégués ouvriers, le temps d'une grève. Mais la ligne rouge à ne pas franchir est la reconnaissance du droit à une organisation syndicale indépendante, cadre de front unique permanent unifiant les deux fractions de la classe ouvrière, travailleurs d'Etat et travailleurs migrants, et cristallisant un rapport de forces généralisé entre le prolétariat et la bureaucratie. Cette dernière est pleinement consciente que par sa simple existence, un tel syndicat matérialiserait le fait que ses intérêts sont antagoniques à ceux des travailleurs et constituerait pour les masses, en raison même de l'interpénétration très forte en Chine entre le politique et l'économique, un instrument pour combattre son pouvoir.

C'est pourquoi le combat du prolétariat chinois pour arracher les acquis et les organisations le constituant comme classe ne sera pas le simple prolongement naturel des luttes émiettées des travailleurs, usine par usine, en défense de leurs revendications économiques, mais qu'il passera nécessairement par le combat pour tenter de faire sauter le verrou politique de la bureaucratie. De manière significative en 1989, la Fédération autonome des travailleurs de Pékin n'a pas émergé sur le terrain de la défense des revendications économiques ; elle a été le produit d'un mouvement vers la révolution politique posant la question des forces matérielles et organisationnelles à construire pour combattre la bureaucratie. C'est ce que souligne la déclaration suivante d'un militant à l'avant-garde de ce mouvement ainsi que le révèle un témoignage d'un militant de l'époque cité par ALY : « *Nous avons pour objectif de militer pour les intérêts des travailleurs et du pays, ainsi que pour la démocratie, etc. [...]. Je sentais que si des syndicats autonomes similaires étaient créés partout ailleurs et s'ils s'unissaient, ils constitueraient une formidable force politique, une force qui aurait pu détruire ce système dictatorial et autocratique* ». C'est bien pour cette raison que la bureaucratie, en 1989, a fait le choix de la répression sanglante du « Printemps de Pékin », pour liquider les éléments d'organisation indépendante qui s'en dégageaient.

En raison même des conditions politiques spécifiques dans lesquelles le prolétariat est amené à engager le combat pour se constituer en « classe pour soi », les comparaisons avec le mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, aussi éclairantes soient-elles pour comprendre le développement de sa conscience de classe, ont leurs limites, surtout si, comme Han Dong Fang, directeur à Hong Kong du *China Labour Bulletin*, on en tire la conclusion suivante : « *Une main-d'œuvre puissante et un engagement efficace des syndicats pourraient avoir le même effet que le mouvement syndical en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle : jeter les bases du développement de la démocratie. Actuellement, la Chine en est loin. Mais d'ici à dix ans, lorsque le président Xi Jinping profitera de sa retraite, elle sera très différente.* » (*En Chine, colère cherche syndicats, Le Monde diplomatique*, 09/2014).

À juste titre, appuyé sur une analyse de la nature du pouvoir exercé par la bureaucratie dans le cadre de la restauration du capitalisme, ALY démontre l'inanité de la comparaison avec le mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle pour justifier une démocratisation pacifique de la bureaucratie : « *Dans la plupart des pays capitalistes, les sphères politique et économique sont séparées l'une et l'autre. [...] En Chine, les deux sphères sont fusionnées à un tel degré, que la main invisible du marché est toujours soutenue par la botte visible de l'Etat, c'est pourquoi un simple syndicat indépendant et apolitique n'est même pas toléré. Etrangement, une stratégie de « dépolitisation » du mouvement ouvrier est précisément défendue par Han Dongfang et son China Labour Bulletin après qu'ils aient abandonné le combat pour un mouvement syndical indépendant qui était leur position antérieure. Cette position n'est cependant pas réaliste parce que l'Etat despotique et le régime de répression dans les entreprises tiennent ensemble et tomberont ensemble. Expliquer qu'en Chine les conflits du travail « ne représentent pas une menace pour l'Etat et peuvent dans la plupart des cas être résolus eu sein de l'entreprise sans le recours à une intervention gouvernementale », c'est oublier qu'en raison même de ses intérêts, le capital bureaucratique considère inévitablement que les luttes ouvrières économiques constituent une menace pour son Etat. [...] Soit les grèves économiques restent isolées et sont durement réprimées, soit elles se produisent au cours d'une crise politique et elles s'élargissent pour finir par affronter l'Etat-parti, en venant sur le terrain politique et en revendiquant les droits civiques et les libertés politiques.* »

---

### **... mais les conséquences de la défaite de 1989 et de la restauration du capitalisme n'ont pas été surmontées**

---

L'expression concentrée de ces conséquences réside dans la contradiction suivante au cœur de la situation politique en Chine : si dans ce pays, plus que partout ailleurs, toute lutte économique pose directement des questions politiques, il faut constater que depuis 1989, aucun mouvement politique n'a émergé pour défier le pouvoir.

Malgré l'intensification des luttes ouvrières, malgré l'accroissement numérique du prolétariat chinois qui en fait le plus nombreux et le plus concentré au monde, il faut noter que pas une seule fois, ni de près, ni de loin, l'autorité absolue dont

jouit la bureaucratie n'a été remise en cause. Pas une seule fois non plus, les combats engagés par le prolétariat chinois n'ont posé, ne serait-ce qu'objectivement, la question du pouvoir. Le point commun entre toutes les luttes menées depuis 1989, qu'elles émanent des ouvriers d'Etat, des migrants ou des paysans, c'est que le pouvoir du gouvernement central de Pékin n'est jamais visé, que l'ennemi à abattre, le PCC, n'est jamais ciblé.

Le désarroi politique nourri par la défaite de 1989 s'est exprimé fortement durant les luttes des ouvriers d'Etat contre les privatisations. On retrouve la même confusion politique dans les combats des paysans. L'exemple typique est celui de la contestation de Wukan, dont le point départ en 2011 était le refus des saisies illégales de terres par des responsables gouvernementaux locaux. De manière significative, « *la protestation était dirigée contre les dirigeants corrompus et non contre le parti communiste. Au cours des manifestations, il y a même eu des banderoles et des déclarations qui exprimaient un soutien au parti, ce qui est habituel en Chine dans toutes les formes de contestation ; cela reflète souvent le sentiment que les responsables se trouvent parmi les corrompus et non pas à Pékin au sein du gouvernement central.* » (ALY).

De la même manière, si à la suite de la grève de Honda, le rejet par les travailleurs migrants des cadres locaux de l'ACFTU s'est exprimé très fortement, jamais jusqu'à présent le syndicat officiel n'a été visé en tant que courroie de transmission des intérêts du PCC. Parmi leurs revendications, les grévistes de Honda réclamaient la rénovation démocratique du syndicat d'usine, exprimant ainsi l'illusion que l'ACFTU, organisation verticale totalement contrôlée et vertébrée par le PCC « *dont les cadres syndicaux sélectionnés doivent adhérer à l'orientation fondamentale* » (article 32 des statuts de 2008), pouvait changer de nature localement par la grâce d'une « *élection démocratique* » organisée par le... PCC. C'est bien parce qu'ils avaient conscience de l'impossibilité d'une telle transformation que les dirigeants chinois ont accédé à la demande des ouvriers de Honda puis d'autres usines d'organiser ce type d'élections qui ont abouti dans les faits à un replâtrage de pure façade des sections locales de l'ACFTU.

La revendication de la démocratisation des syndicats d'usine constitue une différence majeure avec ce qu'il s'était passé en 1989 où ce n'est pas la rénovation démocratique du syndicat officiel qui était mise en avant mais où avaient été jetées les bases d'une Fédération autonome des travailleurs de Pékin, dont la vocation était de s'étendre à l'ensemble des travailleurs chinois dans le but politique de s'affronter au pouvoir de la bureaucratie.

Cette absence de remise en question de l'autorité politique du PCC et du gouvernement central, en tant que telle, qui caractérise aussi bien les luttes des migrants que celle des ouvriers d'Etat, explique que, dans l'immense majorité des cas, les grèves restent cantonnées à une seule usine, et que sont extrêmement rares les tentatives de coordonner la mobilisation sur plusieurs sites comme ce fut le cas chez Pepsi-Cola en 2011. C'est pourquoi il est encore impossible au stade actuel des luttes ouvrières en Chine, malgré le processus de maturation de la conscience de classe dont elles témoignent, de parler à leur propos d'une véritable lutte de classe au sens où l'entendait Lénine : « *Qu'est-ce que la lutte de classe ? Lorsque les ouvriers d'une fabrique ou d'une profession affrontent leur ou leurs patrons, est-ce là la lutte de classe ? Non, ce n'en est encore qu'un faible embryon. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays ont conscience de former une seule classe ouvrière et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron mais contre la classe des capitalistes toute entière et contre le gouvernement qui la soutient.* » (Notre tâche immédiate, fin 1899)

Comme CPS 54 en faisait le constat : « *Aujourd'hui, la Chine compte plus de 400 millions ouvriers d'usines, dont 150 millions de migrants. Mais ce renforcement s'est effectué dans des conditions telles qu'il s'est traduit par un recul considérable, tant sur le plan des conditions d'existence que sur le plan politique. De ce fait, c'est sans aucun doute aujourd'hui en Chine que le contraste entre la puissance objective du prolétariat et sa faiblesse politique est le plus saisissant.* » En quelque sorte, en réintroduisant le capitalisme en Chine, la bureaucratie a, pour reprendre la fameuse expression de Marx, engendré ses propres fossoyeurs ainsi que ceux du capitalisme ; mais les handicaps spécifiques dont souffrent le prolétariat chinois, combinés aux limites politiques pesant sur le prolétariat à l'échelle internationale en conséquence de la fermeture du cycle historique ouvert par la révolution d'Octobre, empêchent pour une période indéterminée les fossoyeurs de creuser la tombe de la bureaucratie et du mode de production qu'elle a restauré.

---

## Conclusion

---

Nul ne peut dire aujourd'hui, alors même que la conscience de la nécessité d'un affrontement politique avec l'Etat-parti est encore à un stade embryonnaire, notamment chez les jeunes migrants, quel sera le point de départ d'un tel affrontement rassemblant une grande partie des masses exploitées et la jeunesse : lutte contre la répression policière et la censure, défense de telle ou telle revendication économique unifiant les travailleurs (droit à la santé, à la retraite), manifestations pour la liberté d'expression ou contre la corruption des dirigeants et la montée insupportable des inégalités... Les points de départ possibles sont multiples. La seule certitude c'est que, quelle que soit la revendication de départ, économique et/ou politique, toute revendication sérieuse du prolétariat et de la jeunesse conduira inévitablement à poser la question du pouvoir, la question de l'affrontement avec la bureaucratie.

L'autre élément poussant dans le sens de cet affrontement, et constituant une autre différence majeure avec le développement du mouvement ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle, ne tient ni à la spécificité de la situation politique en Chine ni aux conditions politiques de la restauration du capitalisme, mais au degré extrême de pourrissement auquel est parvenu aujourd'hui le capitalisme et dont la Chine ne saurait s'extraire. Cette dernière est certes une puissance économique, au développement industriel et commercial fulgurant depuis une vingtaine d'années, mais c'est une puissance montante dans le cadre d'un mode de production historiquement épuisé, en putréfaction avancée et traversant depuis 2008 une

crise mondiale dont il n'est toujours pas sorti. L'article sur la Chine de *CPS* n°54 a analysé les conséquences économiques du fait que la Chine se développe au stade de l'impérialisme, en particulier le fait que tout en étant une puissance jeune, elle concentre déjà à un niveau important les traits pourrissants et repoussants des vieilles puissances impérialistes.

Les implications politiques au niveau de la lutte des classes du fait que la restauration du capitalisme y intervient à son stade impérialiste ont pu un temps être en partie masquées et différées par l'exceptionnelle croissance économique ayant permis à la bureaucratie, sur la base de conditions politiques très favorables, de disposer jusqu'à présent d'une marge de manœuvre financière suffisante pour contenir les luttes ouvrières dans un cadre compatible avec son maintien au pouvoir. Le problème est que cette période d'un point de vue économique est en train de toucher à sa fin (voir édito de ce bulletin). Compte tenu du très haut degré de fusion des questions politiques et économiques en Chine, cette modification de la situation économique est grosse de modifications dans la situation politique, tant au niveau de l'antagonisme central entre le PCC et les masses exploitées que celui des rivalités au sein même des couches dominantes, entre la bureaucratie et la bourgeoisie comme à l'intérieur même de l'appareil bureaucratique traversé de forces centrifuges grandissantes, le tout sur fond de pression économique et militaire accrue de l'impérialisme, notamment américain, pour que les contre-réformes s'accélèrent et permettent une pénétration plus grande de ses marchandises comme de ses capitaux. Le ralentissement continu depuis plusieurs mois de la croissance et l'impact de plus en plus fort de la crise mondiale sur l'économie chinoise sont en train de saper progressivement les bases matérielles du fragile équilibre social tel qu'il s'est dessiné dans le cadre de l'architecture de classes à la suite de la restauration du capitalisme. C'est ce sur quoi reviendra un prochain article.

Le 4 mai 2015

Références :

(ALY) : AU Loong Yu, *Un capitalisme bureaucratique*, 2012

(Bergère) : Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'Etat*, 2013

(CF) : Chloé Froissart, *Pour un salaire juste. L'évolution des revendications ouvrières en Chine*, 2013

(Rousset) : Pierre Rousset, *D'où surgit le nouveau capitalisme chinois ? « Bourgeoisification » de la bureaucratie et mondialisation*, 2014



---

**Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)**